

Forces et faiblesses de la CEDEAO en 2021

—

Henri-Louis VEDIE

PP-21/06

A propos du Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

Policy Center for the New South

Complexe Suncity, Immeuble C, Angle Boulevard Addolb et rue Albortokal, Hay Riad, Rabat - Maroc.
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 5 37 54 04 04 / Fax : +212 5 37 71 31 54
Website : www.policycenter.ma

© Policy Center for the New South. All rights reserved
Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Forces et faiblesses de la CEDEAO en 2021

Henri-Louis VEDIE

A propos de l'auteur, Henri-Louis VEDIE

Senior fellow au Policy Center for the New South, Docteur en sciences économiques de l'Université Paris Dauphine et licencié en droit de l'Université Paris I, Henri-Louis Védie est professeur émérite à HEC Paris, où il enseigne sur le campus de Paris ainsi qu'à Moscou, Varsovie, Belgrade et Abu Dhabi, Rabat et plus encore.

Auteur de seize ouvrages, dont les derniers concernent le Maroc et les fonds souverains, des centaines d'articles (dont certains traduits en anglais, français, arabe, polonais et russe), Henri-Louis Védie a également été consultant pour le Conseil européen et membre du conseil économique, social et environnemental à Paris.

Résumé

Cette étude concerne la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), rappelant, tout d'abord, leur diversité géographique, démographique et économique. Montrant ce que ces Etats ont en commun mais, aussi, ce qui les différencie. La CEDEAO, qui réunit quinze pays parmi les plus pauvres de la planète, si on se réfère à leur PIB par habitant, en dollar courant ou en parité de pouvoir d'achat/PPA/. Ce qui explique une démographie explosive, sans que l'on puisse dire si elle en est la cause ou la conséquence, éternel débat. D'où un premier constat, celui d'engager une véritable révolution démographique, dans les meilleurs délais, si on veut que cette population qui va doubler d'ici 2050, ne double pas encore entre 2050 et 2100. Urgence d'agir, si on veut que ne soient pas vains les efforts engagés, avec succès depuis 2000, dans le domaine économique, avec un taux de croissance de plus de 4% en moyenne, entre 2000 et 2019.

Cette Communauté bénéficie de ressources naturelles, diverses et abondantes, souvent non exploitées ou sous-exploitées. Cette étude montre que deux périodes sont à distinguer : celle de 2000-2009, pendant laquelle le géant africain nigérian ainsi que le Ghana tirent la croissance de la Communauté vers le haut. Celle, ensuite, de 2010-2019, où les difficultés d'une économie nigérienne avec une croissance moyenne de moins de 1%, sur la période, ne vont pas empêcher la croissance de la CEDEAO de dépasser celle de la période précédente sous l'impulsion de la Côte d'Ivoire, dont c'est le grand retour, du Ghana, qui confirme, et de la Guinée.

Dernière décennie, celle de 2021-2030, pour des raisons liées à la Covid-19 nous n'avons pas pris en compte l'année 2020. Cette décennie est celle de l'espoir. Ceci pour les raisons suivantes :

- les difficultés économiques du Nigeria ne peuvent perdurer, même si le retour à une croissance de 4-5 % peut prendre du temps. Et en se redressant, l'économie nigérienne ne peut que conforter les résultats très encourageants de la période 2010-2019 ;
- le recentrage du Groupe OCP sur le continent est une opportunité pour la CEDEAO d'améliorer rapidement la valorisation de son agriculture. Même constat dans le domaine de l'énergie, avec la réalisation des premières tranches du Gazoduc entre le Maroc et le Nigeria ;
- un premier bilan de l'action de l'« Alliance Sahel » entre 2017 et 2019 montre des résultats particulièrement encourageants pour le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Sommaire

I. Les pays de la CEDEAO en 2021, ce qui les rapproche et ce qui les différencie

- A- Superficie, population, alphabétisation et développement humain
- B- Des ressources naturelles inégalement réparties, abondantes et diverses
- C- Une démographie dans l'attente de sa révolution

II. Un PIB par habitant parmi les plus modestes de la planète, une croissance volatile des quinze pays entre 2000-2019

- A- Un PIB par habitant, en dollar courant et en PPA parmi les plus faibles de la planète
- B- Des taux de croissance insuffisants entre 2000-2019 pour espérer réduire le seuil de pauvreté constaté, s'améliorant pour certains, se détériorant pour d'autres à partir de 2017
- C- Une période 2010-2019 marquée par le retour en force de la Côte d'Ivoire, la bonne santé de l'économie ghanéenne et les difficultés récurrentes de l'économie nigérienne

III. 2021-2030 : décennie de l'espoir

- A- Une croissance moyenne de 4,9% de la CEDEAO, sur la période 2016-2019, malgré une économie nigérienne en grande difficulté avec un taux de croissance sur cette même période de 0,8 %
- B- Une valorisation d'un potentiel agricole, jusqu'alors sous-exploité, et un meilleur accès à l'électricité devraient être parmi les faits marquants de cette décennie
- C- Un premier bilan positif de l'Alliance Sahel, pour le développement du Burkina Faso, du Mali et du Niger

Bibliographie sommaire

Banque mondiale : Rapport d'activité Afrique en 2000, en 2001.....2020

Jeune Afrique :

L 'Afrique en 2019 - L'Afrique en 2020 - L'Afrique en 2021

Le Monde

Le bilan du Monde en 2000, en 2001, en 2003, en 2004.....en 2020

Védie Henri Louis

OCP Group : une entreprise aux multiples visages, Ed La Croisée des chemins 2019.

« Le franc CFA : impact sur les taux d'inflation et de croissance des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale sur la période 1999-2017 », novembre 2018 (www.policycenter.ma).

« Le Ghana, le bon élève du FMI », Research Paper/Policy Center for the New South, 2020.

Forces et faiblesses de la CEDEAO en 2021

Cette étude concerne la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest privilégiant sa démographie, sa croissance et son développement durant les deux dernières décennies 1999-2019. Organisation intergouvernementale ouest-africaine, la CEDEAO est créée en mai 1975. Elle compte aujourd'hui 15 pays membres : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. La carte, ci-dessous (carte n°1) précise le positionnement géographique de ces quinze Etats, dont trois seulement n'ont pas d'accès direct à l'océan Atlantique : le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Elle rappelle, également, que le géant africain, le Nigeria, n'a pas la superficie la plus grande des quinze Etats membres de la CEDEAO, devancé largement par le Mali et le Niger.

Une première partie de cette étude, qui en compte trois, est un état des lieux de la CEDEAO, précisant tout d'abord pour chaque pays sa superficie, sa population, son taux d'alphabétisation et son Indice de Développement humain. Etat des lieux qui se poursuit, ensuite, avec les ressources naturelles dont disposent ces pays. Etat des lieux qui se termine avec une approche démographique de la CEDEAO, montrant une nécessité : celle d'engager, dans les meilleurs délais, sa révolution démographique.

Dans la deuxième partie est privilégiée l'analyse économique autour des indicateurs suivants : taux de croissance sur la période 1999-2019, PIB, PIB par habitant en dollar courant, PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat en 2019. Ce qui nous conduira à analyser successivement l'évolution de la croissance économique des pays membres de la CEDEAO entre 1999 et 2019, le PIB et le PIB par habitant, en 2019, des quinze pays membres en 2019. Leur évolution récente au cours des trois dernières années, prenant en compte également outre l'évolution de leur taux de croissance, leur taux d'inflation et leur dette publique.

Une troisième partie est consacrée à la décennie 2021-2030, celle de l'espoir pour la CEDEAO, rappelant que cette décennie devrait conforter sa sécurité alimentaire et un meilleur accès à l'électricité, avec un recul de l'insécurité au Sahel qui ne peut que bénéficier au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

Carte des pays membres de la CEDEAO



I. Les pays de la CEDEAO en 2021 : ce qui les rapproche et ce qui les différencie

A. Superficie, population, alphabétisation et développement humain

Les données regroupées dans le tableau 1 concernent la superficie des Etats en km², leur population en millions, leur indice de « développement humain », indice et rang mondial, et leur taux d'alphabétisation en pourcentage de leur population.

Concernant l'indice de développement humain, phénomène complexe et multidimensionnel, prenant en compte le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat, la santé à partir de l'espérance de vie à la naissance, le savoir et l'accès à l'information à partir de la durée moyenne de scolarisation pour les adultes de plus de 25 ans, à partir de la durée attendue de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire et le niveau de vie. Depuis 1990, le PNUD (Programme des Nations unies pour le Développement) en propose une estimation avec l'IDH/Indice de Développement humain /sur une échelle comprise entre 0 et 1, pour 229 pays aujourd'hui. Ce sont ces données qui sont reprises dans le tableau 1.

Tableau 1. Superficie en km², population en millions, Développement humain/ indice et rang mondiaux/et taux d'alphabétisation en % de la population. Source Jeune Afrique et PNUD.

PAYS	SUPERFICIE	POPULATION	IDH	ALPHABETISATION
Bénin	113 000	11,8	0,520/201	32,9 %
Burkina Faso	274 000	20,3	0,434 /220	34,6%
Cap-Vert	4 000	0,5	0,661/164	86,8%
Côte d'Ivoire	322 000	25,7	0,516/203	43,9%
Gambie	11 000	2,3	0,466/212	42%
Ghana	239 000	30,4	0,596/180	71,5%
Guinée	246 000	12,84	0,466/213	32%
Guinée-Bissau	36 000	1,9	0,461/216	45,6%
Libéria	111 000	4,9	0,465/214	ND
Mali	1 240 000	19,7	0,427/222	33,1%
Niger	1 267 000	23,3	0,377/227	30,6%
Nigeria	924 000	201,	0534/196	51,1%
Sénégal	197 000	16,3	0,505/206	51,9%
Sierra Leone	72 000	7,8	0,438/219	32,4%
Togo	57 000	3,1	0,513/204	63,7%
Total	5 113 000 km²	386,8 millions		

1. Des superficies allant de 4000 à 1 267 000 km²

Avec une superficie totale de 5 113 000 km², la CEDEAO couvre 16,8% du continent africain. Les deux pays les plus grands sont le Mali et le Niger, plus de 1 240 000 km², suivis du Nigeria, avec 924 000 km². Viennent, ensuite, 7 pays, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, la Guinée, le Ghana, le Sénégal, le Bénin et le Togo, dont la superficie est comprise entre 111000 et 322 000 km². Trois autres Etats, la Sierra Leone, le Togo et la Guinée-Bissau, ont une superficie allant de 36 000 à 72 000 km². Restent deux autres Etats ayant une superficie beaucoup plus modeste, allant de 11 000km², la Gambie, à 4000 km², le Cap-Vert.

2. Des Etats très inégalement peuplés, un seul d'entre eux dépassant les 31 millions d'habitants

Le tableau 2, ci-dessous, précise cette inégale répartition des populations

Tableau 2. Des Etats ayant une population comprise entre 0,5 million et 200 millions

Supérieur à 40	Entre 20 et 35	Entre 10 et 20	Entre 5 et 10	Inférieur à 5
Nigeria 201	Ghana 30,4 Côte d'Ivoire 25,7 Niger 23,1 Burkina Faso 20,3	Mali 19,7 Sénégal 16,3 Guinée 12,8 Bénin 11,8	Togo 8,1 Sierra Leone .7,8	Libéria 4,9 Gambie 2,3 Guinée-Bissau 1,9 Cap-Vert 0,5

Ce tableau montre, tout d'abord, qu'il y a le Nigeria et les autres. Le Nigeria ayant à lui seul plus d'habitants que les quatorze autres Etats réunis. Il montre, ensuite, que la population n'est pas ici liée à la superficie des Etats. Le Niger et le Mali, avec respectivement 23,1 et 19,7 millions d'habitants n'ayant que 10% de la population du Nigeria, sur un territoire de plus de 20% supérieur. Il montre, ensuite, que huit de ces Etats ont une population comprise entre 10 et 30 millions. Enfin, six d'entre eux ont une population inférieure à 9 millions, dont trois ne dépassent pas 2,3 millions.

Avec 386,8 millions d'habitants, la CEDEAO représente 32 % de la population africaine, alors qu'elle ne couvre que 16,8% du territoire africain. Toutes choses égales par ailleurs, elle est donc deux fois plus peuplée que le reste du continent africain, tous pays confondus.

3. Des Etats homogènes dans leur indice de développement humain parmi les plus faibles de la planète

A l'exception du Cap-Vert, le moins peuplé de tous, et du Ghana, dont les indices de développement humain sont respectivement de 0,661 et 0,596, tous les autres indicateurs sont supérieurs à 5, Nigeria, 0,534 ; Bénin, 0,520 ; Côte d'Ivoire, 0,516 ; Togo, 0,513, et Sénégal, 0,505, ou compris entre 0,5 et 0,377, le Niger.

Dans le classement du PNUD en 2020, sur 227 pays classés, douze des pays de la CEDEAO sont au-delà du deux centième rang : le Bénin (201), la Côte d'Ivoire (203), le Togo (204), le Sénégal (206), la Gambie (212), la Guinée (213), le Libéria (214), la Guinée-Bissau (216), le Burkina Faso (220), le Mali (222) et le Niger (227).

Ces statistiques témoignent d'une réalité douloureuse, celle d'une CEDEAO où douze Etats sur quinze ont les plus mauvais indices de développement humain de la planète, expression d'un retard très important dans les domaines de l'éducation et de la santé.

4. Des taux d'alphabétisation souvent inférieurs à 40%

Le tableau 1 rappelle que si le taux d'alphabétisation est volatile, compris entre 30,6 % et 86,8%, il est dans 9 des 14 pays, celui du Libéria n'étant pas disponible, inférieur à 46%. Les taux d'alphabétisation les plus bas étant ceux du : Niger (30,6%), de la Guinée (30%), de la Sierra Leone (32,4%), du Bénin (32,9%), du Mali (33,1%), du Burkina Faso (34,6%), de la Gambie (42%), de la Côte d'Ivoire (43,9%) et de la Guinée-Bissau (45,6 %). Deux autres Etats ont un taux d'alphabétisation de l'ordre de 50% : le Nigeria (51,1%) et le Sénégal (51,9%). Enfin, trois pays ont des taux d'alphabétisation supérieurs à 60% : le Togo (63,7%), le Ghana (71,5 %) et le Cap-Vert (86,8).

B. Des ressources naturelles inégalement réparties, diverses et souvent abondantes

L'analyse se fait à partir d'une double approche : une approche-pays et une approche-CEDEAO. Des ressources naturelles dont dispose chaque pays membre de la CEDEAO, analyse-pays, et la CEDEAO, approche-CEDEAO, tous pays confondus.

1. Approche-pays : des ressources naturelles inégalement réparties

Le tableau 3, ci-dessous, regroupe les principales ressources naturelles des pays membres de la CEDEAO. Il s'agit de ressources prouvées, valorisées ou non valorisées.

Tableau 3. Principales ressources naturelles des quinze pays membres de la CEDEAO

PAYS	Principales ressources naturelles
Bénin	Coton
Burkina Faso	Producteur majeur d'or, sixième rang africain, et de coton, au deuxième rang africain.
Cap-Vert	Potentiel touristique, réserves halieutiques.
Côte d'Ivoire	Grande diversité : hydrocarbures (pétrole et gaz), minerais (or, cuivre, fer, Bauxite), agricoles (cacao, premier producteur mondial, café, sucre, noix de Cajou).
Gambie	Ressources halieutiques essentiellement, suivies de quelques ressources minérales modestes : étain, zircon, titane, argile et sable de silice.
Ghana	Minérales : or, manganèse, bauxite, pétrolières, gazières, agricoles (cacao).
Guinée	Minérales : un tiers des réserves mondiales de bauxite, or, diamant uranium. Pétrolières (largement inexploitées) et potentiel hydroélectrique.

Guinée-Bissau	Agricole : sixième producteur mondial de la noix de cajou, forêt exploitée informellement. Réserves halieutiques, pétrolières off-shore, et minérales : phosphate, bauxite, granit.
Libéria	Des ressources naturelles très diverses : caoutchouc, fer, or, diamant, pétrole.
Mali	Importantes dans le domaine agricole avec le coton, et dans le domaine Minier, avec la bauxite, le fer et l'or.
Niger	Cinquième producteur mondial d'uranium, en 2018, potentiel agricole important à développer, exportateur net d'hydrocarbures et d'or.
Nigeria	Importantes ressources en hydrocarbures, pétrole et gaz : au seizième rang mondial pour le pétrole et au deuxième rang africain pour le gaz. Un sous-sol riche en minerais (charbon, colombite, fer, or, pierre à chaux, marbre et uranium essentiellement) peu ou non exploités.
Sénégal	Agricole : arachide, coton et horticulture, essentiellement. Important potentiel touristique. Ressources minières importantes avec le fer, le diamant, l'or et la rutile. Production de café, de riz et de cacao.
Togo	Agricoles (cacao, café, coton) et minières (phosphate, calcaire et argile).

Source : COFACE

L'analyse de ce tableau montre l'inégale répartition des ressources naturelles au sein de cette Communauté. Le Bénin, le Cap-Vert et la Gambie sont les Etats les moins bien dotés, ayant comme seule ressource le coton ou des ressources halieutiques, peu ou sous-exploitées. Par contre, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Sierra Leone et le Togo sont les mieux dotés, disposant d'au moins six ressources naturelles, différentes ou partagées, selon les pays.

2. Approche-CEDEAO : des ressources naturelles très diverses

Le tableau 4, ci-dessous, rappelle la diversité de ces ressources naturelles, tous pays confondus, et, pour chacune d'entre elles, les pays qui en disposent. Ce qui nous conduit à distinguer celles d'origine agricole de celles de nature minérale, de celles liées à l'énergie, au tourisme et à la pêche.

Tableau 4. principales ressources naturelles recensées

Nature des ressources	Pays concernés
AGRICULTURE	
Arachide	Sénégal
Cacao	Côte d'Ivoire, Ghana, Sierra Leone, Togo
Café	Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Togo
Coton	Bénin, Burkina Faso, Mali, Sénégal, Togo
Forêt	Guinée-Bissau
Horticulture	Sénégal
Noix de cajou	Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau
Riz	Sierra Leone
Sucre	Côte d'Ivoire

MINES

Argile	Gambie, Togo
Bauxite	Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Mali
Caoutchouc	Libéria
Charbon	Nigeria
Cuivre	Côte d'Ivoire
Diamant	Guinée, Libéria, Sierra Leone
Etain	Gambie
Fer	Côte d'Ivoire, Libéria
Granit	Guinée-Bissau
Manganèse	Ghana
Or	Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Libéria, Mali, Niger, Nigeria, Sierra Leone
Phosphate	Guinée-Bissau, Togo
Rutile	Sierra Leone
Silice	Gambie
Titane	Gambie
Uranium	Guinée, Niger, Nigeria
Zircon	Gambie

ENERGIE

Gaz	Côte d'Ivoire, Niger, Nigeria, Sénégal
Hydroélectricité	Guinée
Pétrole	Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Niger, Nigeria, Sénégal

Ressources halieutiques Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau

Potentiel touristique Cap-Vert

a. Des ressources minières

L'or est présent dans huit Etats : Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Libéria, Mali, Niger, Nigeria, et Sierra Leone. C'est la ressource la mieux répartie entre pays. Présente dans cinq pays (Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Mali), la Bauxite, utilisée dans la production d'aluminium, est au second rang. Souvent sous-exploitée, elle représente pour les pays qui la détiennent une opportunité d'accueil d'IDE au cours de la prochaine décennie. Viennent, ensuite, deux autres ressources présentes dans trois pays : le diamant, présent en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, et l'uranium, présent en Guinée, au Niger et au Nigeria.

Comme on peut le constater, des ressources rares au niveau planétaire (l'or et le diamant), ou stratégiques (bauxite et uranium), font partie des ressources minières les mieux réparties entre pays au sein de la CEDEAO.

b. Des ressources naturelles liées à l'agriculture

La culture dominante la mieux répartie entre les quinze est la culture du coton. Présente au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Sénégal et au Togo. Elle est suivie de celle du cacao, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Sierra Leone et au Togo, et de celle du café, en Côte d'Ivoire, en Sierra Leone et au Togo.

Le coton est souvent la ressource dominante des pays pauvres. Les pays de la CEDEAO qui le cultivent n'échappent pas à la règle. Tel n'est pas le cas du cacao qui dispose d'une chaîne de valorisation sans commune mesure avec celle du coton. Constat sensiblement identique avec le café. Point commun à ces trois ressources, celui d'être dépendants dans leur valorisation de prix mondiaux affectés par les aléas climatiques.

c. Des ressources pétrolières et gazières

Six pays disposent de ressources pétrolières : Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Niger, Nigeria et Mali. Mais, le Nigeria, de très loin, est la référence pétrolière de la CEDEAO. Même constat dans le domaine gazier, où il y a le Nigeria et, loin derrière, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Sénégal. Un chiffre qui ne trompe pas : 90% des exportations en valeur du Nigeria proviennent de l'exploitation de ses hydrocarbures, pétrole et gaz (Source : Jeune Afrique).

Dans le domaine pétrolier et gazier, il faut rappeler qu'une exploitation optimale de ces ressources suppose une logistique de transport optimale. Ce qui n'est pas du tout le cas dans ces pays, y compris et, surtout, au Nigeria. A cela s'ajoute les cours mondiaux du pétrole et du gaz, qui ont connu, au cours des dernières années, les sommets, puis la descente aux enfers, qui peinent aujourd'hui à dépasser les 50 /55 dollars le baril, d'où les difficultés du Nigeria. Pas sûr que cela va s'améliorer durablement à court et moyen termes.

C. Une démographie dans l'attente de sa révolution

Nous étudierons, tout d'abord, les projections, par pays, de l'évolution de leurs populations respectives entre 2020 et 2050, complétant ensuite les conclusions mises en évidence par l'analyse séquentielle de leur situation démographique en 2020.

Le tableau 5 regroupe, par pays, leur population en 2020, leur espérance de vie, leur population projetée en 2050. Le tableau 6 regroupe les données séquentielles en 2020.

1. Des projections 2050 sans appel : doublement de la population, tous pays confondus, avec une progression pouvant tripler avec le Niger.

Tableau 5. Population 2019, population 2050, % de variation 2019/2050 et espérance de vie à la naissance en 2019. Source : Population et Sociétés numéro 569 /septembre 2019

Pays	Population 2019 en millions	Population 2050 en millions	Variation en % 2019-2050	Espérance de vie à la naissance
Bénin	11,8	24	100%	61,5
Burkina Faso	20,3	43	118%	61,5
Cap-Vert	0,5	0,7	40%	72,6
Côte d'Ivoire	25,7	51	98%	57,4
Gambie	2,3	5	115%	61,7
Ghana	30,4	52	71%	63,8
Guinée	12,8	26	103%	61,2
Guinée-Bissau	1,9	3,6	89%	58,0
Libéria	4,9	9	83%	63,7
Mali	19,7	44	123%	58,7
Niger	23,3	66	183%	62,0
Nigeria	201	401	100%	54,3
Sénégal	16,3	33	102%	67,3
Sierra Leone	7,8	13	66%	54,3
Togo	8,1	15	69%	63,7
Total	386,8 millions	786,3 millions	+ 103%	

On a rappelé, précédemment, l'hétérogénéité démographique de cette Communauté d'Etats, avec des Etats très faiblement peuplés, comme le Cap-Vert, la Guinée-Bissau ou la Gambie et le géant africain, le plus peuplé d'Afrique, le Nigeria. Si on neutralise ces deux extrêmes, on se retrouve avec des populations comprises, globalement, entre 4,9 millions (Libéria) et 30 millions (le Ghana). Autre constat important, celui de l'absence de corrélation entre la superficie des Etats et l'ampleur de leurs populations, les deux plus grands Etats par leur superficie, le Mali et le Niger, n'ayant respectivement que 19,7 et 23,3 millions d'habitants. Seul point commun à tous, une espérance de vie à la naissance très faible, l'une des plus faibles de la planète, dépassant rarement 64 ans, avec le Sénégal et le Cap-Vert, mais pouvant attendre difficilement 54 ans, avec la Sierra Leone.

Les dernières projections 2050 retenues dans le cadre de l'enquête « population et société », dont on estime la fiabilité à plus de 90%, sont sans appel possible et conduisent à agir dès maintenant. Non pas pour inverser les projections 2050, il est trop tard, mais pour éviter que celles de 2080 deviennent réalité, avec par exemple un Nigeria à 800 millions d'habitants (Source Lancet Review). Ces prévisions du Lancet supposent, bien sûr, le statut quo démographique actuel, et sont faites pour attirer l'attention sur la

nécessité d'agir dès maintenant pour éviter cette hypothèse. Si certains estiment, et c'est respectable, que le développement économique entrainera « de facto » une révolution démographique, d'autres, dont je fais partie, et c'est tout aussi respectable, estiment que la révolution économique s'inscrit dans le temps long alors que la révolution démographique est celle du temps court et de l'immédiat, compte tenu de l'urgence à inverser la tendance actuelle. L'exemple chinois témoigne du bien-fondé de cette approche. La plupart des économistes et la quasi-totalité des experts démographiques rappellent régulièrement que tout retard pris dans la mise en place de cette révolution démographique transforme cette hypothèse en possibilité, voire en probabilité.

En 2050, les populations du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, de la Guinée, du Nigeria et du Sénégal auront doublé. Celle du Niger aura presque triplé. Celles du Libéria et de la Guinée-Bissau auront presque doublé. Seules celles de la Sierra Leone, du Togo et, surtout, du Cap-Vert, connaîtront une progression inférieure à 70%. Mais, ces trois Etats ne concernent, tous confondus, que plus de 16 millions de personnes. Au total, la population de la CEDEAO devrait atteindre plus de 786 millions, en 2050, progressant de plus de 100% par rapport à 2020. Un constat et une nécessité s'imposent. Le constat, c'est celui d'Etats, à l'exception du Cap-Vert, n'ayant pas commencé leur révolution démographique. La nécessité, c'est celle de réfléchir, dès maintenant, à cette révolution démographique, sachant que les mesures mises en place ne feront sentir leurs effets qu'une trentaine d'années après, l'espace d'une génération.

2. Une approche séquentielle de leur démographie en 2020 qui conforte cette priorité

Cette approche séquentielle concerne le taux de natalité, l'indice de fécondité, la mortalité infantile, la population des moins de 15 ans et des plus de 65 ans des 15 Etats membres de la CEDEAO. Le tableau 6, ci-dessous, les regroupe.

Tableau 6. Taux de natalité pour 1000 habitants, Indice de fécondité (nombre d'enfants par femme en âge de procréer), mortalité infantile pour 1000 naissances, pourcentage de la population de moins de 15 ans et de plus 65 ans.

PAYS	Taux de natalité	Indice de fécondité	Mortalité infantile	moins de 15 ans	plus de 65 ans
Bénin	36	4,8	59	42%	3%
Burkina Faso	37	5,1	51	45%	2%
Cap-Vert	19	2,2	16	28%	5%
Côte d'Ivoire	35	4,6	58	42%	3%
Gambie	38	5,2	43	44%	3%
Ghana	29	3,8	34	37%	3%
Guinée	36	4,6	49	43%	3%
Guinée-Bissau	35	4,4	55	42%	3%
Libéria	33	4,2	52	41%	3%

Mali	41	5,8	63	47%	2%
Niger	46	6,8	44	50%	3%
Nigeria	37	5,3	59	44%	3%
Sénégal	34	4,6	31	43%	3%
Sierra Leone	33	4, 2	77	41%	3%
Togo	33	4,3	48	41%	3%

Source : Population et Sociétés, septembre 2019 /numéro 569

L'analyse séquentielle fait apparaître, cette fois, une certaine homogénéité des données :

- Homogénéité concernant le taux de natalité avec des taux de natalité compris entre 29 et 38 pour 1000 habitants dans 12 des 15 pays. Seuls le Cap-Vert (19 pour 1000), le Mali (41 pour 1000) et le Niger (46 pour 1000) n'apparaissent pas dans cette fourchette. A titre de comparaison, on rappellera que le taux de natalité de l'Europe est de 10 pour 1000.
- Homogénéité avec l'indice du taux de fécondité, compris entre 4,2 et 5,3 enfants par femme en âge de procréer. Manquent à l'appel, le Cap-Vert, le Ghana, le Mali et le Niger. Pour rappel, ce taux de fécondité est de 1,6 en Europe. Considéré cependant trop faible, l'indice optimal de fécondité étant, selon les experts démographes, de l'ordre de 1,8-2,0.
- Homogénéité avec l'indice du taux de mortalité infantile, plus de 10 fois supérieur à celui de l'Europe (4 pour mille) dans 12 des 15 pays.
- Homogénéité encore concernant le % de la population âgée de moins de 15 ans, de 2,5 à 3 fois supérieur à celui de l'Europe (16 pour 1000) dans tous les pays, exception du Cap-Vert.
- Homogénéité, toujours, concernant le % de la population de plus de 65 ans, compris entre 2 et 5 % pour les quinze pays, à comparer au 19 % de l'Europe.

Ces taux de natalité et de fécondité confirment une démographie naturelle n'ayant pas entamé sa révolution démographique, à l'exception du Cap-Vert et, à un degré moindre, du Ghana. Une mortalité infantile élevée, comparée à celle de l'Europe, exception toujours du Cap-Vert, témoigne de l'insuffisance, voire de l'absence de politique de santé publique dans quatorze de ces pays. Insuffisance qui s'exprime également avec seulement 2 ou 3 % de la population atteignant 65 ans dans 14 de ces Etats. Enfin, avec une population de moins de 15 ans représentant 40 à 50% de la population, c'est un autre défi que devront relever ces pays, celui de créer des emplois en nombre capable de répondre à cette nouvelle donne.

II. Un PIB par habitant parmi les plus faibles de la planète en 2020. Une croissance volatile pour chacun des quinze pays sur la période 2000-2019

Cette deuxième partie, comme annoncé dans l'introduction, est consacrée à l'analyse économique de la CEDEAO. Ceci à partir de son Produit Intérieur Brut par habitant en 2019 et de l'évolution de son taux de croissance sur la période 2000-2019.

A. Un produit intérieur brut par habitant, en dollar courant et en parité de pouvoir d'achat, parmi les plus faibles de la planète

Parmi les indicateurs de développement des richesses, le PIB par habitant nous semble, de loin, supérieur au seul PIB, prenant en compte non seulement la richesse produite sur le territoire mais en la relativisant, en l'associant aux populations concernées. Ce qui peut éviter certains malentendus concernant le leadership mondial en matière de PIB, laissant penser que la Chine, par exemple, est devant ou l'égal des Etats-Unis. En comparant les PIB par habitant, on constate bien évidemment qu'il n'en est rien. En dollar courant, la Chine dépasse aujourd'hui les 10 260 dollars, (Banque mondiale data), ce qui n'est déjà pas si mal mais qui reste très loin des 65 200 dollars des Etats-Unis (Banque mondiale data).

Certes, le PIB par habitant présente d'autres inconvénients, dont celui d'être associé à deux indicateurs : un indicateur économique et un indicateur démographique, ce qui peut conduire à en relativiser la fiabilité. Pour autant, pour les raisons rappelées, il a notre préférence dans cette étude.

Reste alors à préciser que le PIB par habitant, celui en dollar courant ? ou celui en parité de pouvoir d'achat /PPA ? Dans le cas de l'étude, les deux approches ont été privilégiées, car elles se complètent. Le PIB par habitant en dollar courant permet, par exemple, de flasher sur la situation de tel pays à 600 dollars par an, soit moins de deux dollars par jour. En parité de pouvoir d'achat, on doit tenir compte du pouvoir d'achat des monnaies nationales. Ce qui nous rapproche davantage de la réalité du terrain. Ce qui explique, souvent, pour les pays les plus pauvres, il est deux à trois fois supérieur à celui de leur PIB par habitant en dollar courant.

Le tableau 7, ci-dessous, regroupe donc les PIB par habitant, en dollar courant 2019, des quinze pays de la CEDEAO, ainsi que leur PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat 2017. Les données retenues sont celles du Central Intelligence Agency World Factbook, ce sont les plus récentes et elles portent sur 228 pays, ce qui permet également d'avoir un classement mondial du PIB en parité de pouvoir d'achat.

Tableau 7. PIB par habitant en dollar courant 2019 (source FMI), PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat dollar avec classement mondial 2017 des 15 pays de la CEDEAO

Pays	En dollar courant 2019	En PPA 2017 /rang mondial sur 228 pays
Bénin	1219	2195 /203
Burkina Faso	786	1900 /208
Cap-Vert	3603	6900 /159
Côte d'Ivoire	2276	3900 /180
Gambie	777	1700 /215
Ghana	2202	4600 /173
Guinée	962	2000 /207
Guinée-Bissau	697	1800 /212
Libéria	621	999 /225
Mali	879	2200 /202
Niger	553	1200 /222
Nigeria	2229	5900 /163
Sénégal	1446	2700 /196
Sierra Leone	527	1800 /211
Togo	679	1600 /216

Source : CIA world Factbook

En dollar courant, sur les quinze pays membres de la CEDEAO, un seul a un PIB par habitant qui dépasse les 3600 dollars, environ 10 dollars par jour : le Cap-Vert 3603 dollars. Trois seulement dépassent les 2000 dollars (environ trois dollars par jour): la Côte d'Ivoire (2276 dollars), le Nigeria (2229 dollars) et le Ghana (2202 dollars). Deux autres pays ont un PIB par habitant courant compris entre 1200-1450 dollars, entre trois et quatre dollars par jour : le Bénin (1219 dollars) et le Sénégal (1446). Les neuf autres ont un PIB par habitant en dollar courant compris entre 962 et 527 dollars, entre un peu moins de 3 dollars par jour et un peu moins de 2 dollars par jour et par habitant : la Guinée (962 dollars), le Mali (879 dollars), le Burkina Faso (786 dollars), la Gambie (777 dollars), la Guinée-Bissau (697 dollars), le Togo (679 dollars), le Libéria (621 dollars), le Niger (553 dollars) et la Sierra Leone (527 dollars).

L'analyse du PIB en parité de pouvoir d'achat confirme ces résultats. Sur les 228 Etats retenus dans le classement de la CIA World Factbook en 2017, 10 des quinze pays membres de la CEDEAO se retrouvent au-delà de la deux centième place :

Au deux cent vingt cinquième, le Libéria, au deux cent vingt et unième rang le Niger, au deux cent seizième rang le Togo, au deux cent quinzisième rang la Gambie, au deux cent douzième rang la Guinée-Bissau, au deux cent onzième rang la Sierra Leone, au deux cent huitième rang le Burkina Faso, au deux cent septième rang la Guinée, au deux cent troisième rang le Bénin, au deux cent deuxième rang le Mali.

Tous ces pays ont un PIB par habitant en dollar courant inférieur à 1000 l'exception du Bénin, 1219 dollars. Viennent, ensuite, le Sénégal, au cent quatre-vingt seizième rang, la Côte d'Ivoire, au cent quatre vingtième rang, le Ghana, au cent soixante treizième rang, le Nigeria, au cent soixante troisième rang et le Cap-Vert, au cent cinquante neuvième rang.

Que cela soit en dollar courant ou en parité de pouvoir d'achat, avec la CEDEAO, on est en présence d'une Communauté d'Etats parmi les plus pauvres, avec un PIB par habitant en dollar courant inférieur à 1000 dollars pour neuf des quinze pays, dix de ces mêmes pays se classant parmi les vingt-huit pays les plus démunis de la planète.

B. Des taux de croissance variables selon les pays et selon les années, globalement insuffisants sur la période 2000-2019 pour espérer réduire la pauvreté endémique constatée, s'améliorant pour certains, se détériorant pour d'autres depuis 2017.

Le tableau 8, à partir des données de la Banque mondiale, regroupe les différents taux de croissance, année/année, des 15 pays membres de la CEDEAO. Une lecture verticale de ce tableau permet de connaître pour chaque pays l'évolution de leur taux de croissance, une lecture horizontale de la croissance, année/année de la CEDEAO.

Tableau 8. Taux de croissance des pays membres de la CEDEAO en %, sur la période 2000-2019

Pays	Bénin	Burkina Faso	Cap-Vert	Côte d'Ivoire	Gambie	Ghana	Guinée	Guinée-Bissau	Libéria
2000	5,8	1,8	14,2	-2	5,5	3,7	2,5	5,4	nd
2001	5,3	6,6	2,2	0,1	5,8	4	3	2,1	2,9
2002	4,6	4,3	5,2	-1,6	-3,2	4,5	5,1	-0,9	3,7
2003	3,4	7,8	4,1	-1,3	6,8	5,2	1,2	0,5	3,0
2004	4,4	4,4	10,1	1,2	7,0	5,6	2,3	2,7	2,6
2005	1,7	8,6	6,9	1,7	-2,3	5,9	2,9	4,2	5,2
2006	3,9	6,2	7,9	1,5	-0,5	6,4	0,1	2,3	8,0
2007	5,9	4,1	15,1	1,7	3	4,3	6,8	3,2	9,5
2008	4,8	5,8	6,6	2,5	6,2	9,1	4,1	3,2	7,1
2009	2,3	2,9	-1,2	3,2	6,6	4,8	1,1	3,3	5,3
Moyenne 2000-2009	4,2	5,2	7,1	0,8	3,5	5,3	3,1	2,6	4,5
2010	2,1	8,4	1,4	2,0	5,9	7,9	4,8	4,8	6,1
2011	2,9	6,6	3,9	-4,3	-8,3	14,1	5,6	8,0	8,2
2012	4,8	6,4	1,0	10,7	5,2	9,2	5,9	-1,7	7,9
2013	7,1	5,7	0,8	8,8	2,8	7,3	3,9	3,2	8,7
2014	6,5	4,3	0,6	8,7	-1,4	2,8	3,7	0,9	0,7
2015	1,7	3,9	1,0	8,8	4,0	2,1	3,8	6,1	0,8

2016	3,3	5,9	4,7	7,1	1,9	3,4	10,8	6,2	-1,6
2017	5,8	6,2	3,7	7,3	4,8	8,1	10,3	5,9	2,4
2018	6,7	6,7	4,5	6,8	7,2	6,2	6,2	3,8	1,2
2019	6,8	5,6	5,6	6,2	6,0	6,4	5,6	4,6	de 2,2

Moyenne

2010-2019	4,7	5,9	2,7	6,2	2,8	6,7	6,0	6,7	3,1
-----------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Moyenne

2000-2019	4,4	5,6	4,9	3,5	3,1	6,0	4,5	4,6	2,3
-----------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Tableau 8 suite et fin

Pays	Mali	Niger	Nigeria	Sénégal	Sierra-Leone	Togo	Moyenne CEDEAO
2000	0,	-1,2	5,0	3,1	6,6	-0,7	3,5%
2001	15,3	7,2	5,9	4,5	6,3	0,8	2,8%
2002	3,1	4,9	15,2	0,6	26,4	3,8	5,0%
2003	9,1	2,1	7,3	6,6	9,3	6,7	4,8%
2004	1,5	0,3	9,2	5,8	6,5	-0,9	4,1%
2005	6,5	7,3	6,4	5,6	4,5	4,6	4,0%
2006	4,6	5,9	6,0	2,4	4,2	2,6	2,3%
2007	3,4	3,1	6,5	4,9	8,0	-1,1	5,2%
2008	4,7	7,7	6,7	4,0	5,3	4,0	5,4%
2009	4,8	1,9	8,0	2,0	3,1	5,5	3,4%
Moyenne							
2000-2009	5,3	4,0	7,6	3,9	6,7	1,7	4,0
2010	5,3	8,5	8,0	3,5	5,3	6,0	5,3
2011	3,2	2,5	5,3	1,4	6,3	6,3	4,1
2012	-0,8	10,5	4,2	5,1	15,1	6,5	6,0
2013	2,2	5,3	6,6	2,8	20,7	6,1	6,1
2014	7,0	6,6	6,3	6,6	4,5	5,9	2,0
2015	6,1	4,3	2,6	6,3	-20,9	5,7	3,5
2016	5,8	5,7	-1,6	6,3	6,0	5,5	4,6
2017	5,3	4,9	0,8	7,4	4,2	4,3	5,4
2018	4,7	7,2	1,9	6,3	-3,4	4,9	4,7
2019	4,7	5,9	2,2	5,2	5,8	5,3	4,9
Moyenne							
2010-2019	4,3	6,1	3,6	5,0	4,3	5,6	4,6
Moyenne							
2000-2019	4,8	5,0	5,6	4,5	5,5	3,6	4,3

Source Banque mondiale

1. Une croissance moyenne de la CEDEAO entre 2000 et 2019 de 4,3%, plus importante entre 2010- 2019 (4,6%) à celle de la période 2000-2009 (4%)

Si sur la période 2000-2019, la croissance moyenne de la CEDEAO est de 4,2%, elle est de 4% entre 2000-2009 et de 4,6% sur la période suivante, 2010-2019. Entre 2000-2009, elle évolue entre un minimum de 2,8% (2001) et un maximum en 2008 (5,4%). La période 2010-2019 est celle des extrêmes, toutes années confondues, avec 2%, en 2014, et 6,1%, en 2013, particulièrement.

On peut, donc, en conclure que la croissance constatée sur la période 2000-2009 est plus fragile que celle engagée sur la période suivante 2010-2019. Ce que confirme une autre observation, celle des années où la croissance est égale ou supérieure à 4,6%. Si c'est le cas quatre fois en 2000-2009 /2002,2003,2007et2008/, cela se répète sept fois /2010,2012,2013,2016,2017,2018, 2019// au cours de la période 2010-2019. Notons, également, que sur ces sept exercices, quatre concernent, sans discontinuité, les années qui précèdent la crise de la Covid-19.

2. Une croissance induite par la croissance de quinze pays, différente selon les pays, selon les années, selon la période retenue, 2000-2009 ou 2010-2019

a. Quinze pays avec une croissance moyenne comprise entre 2,3% et 6% sur la période 2000-2019

Sur cette période, on peut distinguer trois groupes d'Etats. Un premier groupe concerne les Etats dont la croissance est la plus faible, inférieure ou égale à 3,6%. Un second groupe réunit les Etats dont la croissance est inférieure à 5%. Un dernier groupe où se retrouvent les Etats dont la croissance est la plus importante, égale ou supérieure à 5%.

- Dans le premier groupe, les quatre pays suivants : le Togo (3,6%), la Côte d'Ivoire (3,5%), la Gambie (3,1%) et le Libéria (2,1%).
- Dans le deuxième groupe. Six pays : le Cap-Vert (4,9%), le Mali (4,8%), la Guinée-Bissau (4,6%), la Guinée (4,5%), le Sénégal (4,5%) et le Bénin (4,4%).
- Enfin, dans le troisième groupe cinq pays : le Ghana (6%), le Burkina Faso (5,6%), le Nigeria (5,6%), la Sierra Leone (5,5%) et le Niger (5%).

L'analyse portera maintenant sur la croissance moyenne de chaque Etat, entre 2000-2009, d'une part, et 2010-2019, d'autre part. Le tableau 9, ci-dessous, permet de connaître, pour chacune de ces deux périodes, les pays ayant les taux de croissance les plus élevés, mais aussi l'évolution par pays de cette croissance moyenne entre ces deux périodes.

Tableau 9. Croissance moyenne, par pays, sur les périodes 2000-2009 et 2010-2019, variation en % entre les deux périodes

Pays	Croissance moyenne 2000-2009	Croissance moyenne 2010-2019	Variation 2019-2010 par rapport à 2000-2009
Bénin	4,2%	4,7%	+0,5%
Burkina Faso	5,2%	5,9%	+0,7%
Cap-Vert	7,1%	2,7%	- 4,4%
Côte d'Ivoire	0,8%	6,2	+5,4%
Gambie	3,5%	2,8%	-0,7%
Ghana	5,3%	6,7%	+1,4%
Guinée	3,1%	6,0%	+2,9%
Guinée-Bissau	2,6%	6,7%	+4,1%
Libéria	4,5%	3,1%	-1,4%
Mali	5,4%	4,3%	-1%
Niger	4,0%	6,1%	+2,1%
Nigeria	7,6%	3,6%	-4%
Sénégal	3,9%	5,%	+1,1%
Sierra Leone	6,7%	4 ,3%	-2,4%
Togo	1,7%	5 ,6%	+4,1%

b. Une période 2000-2009 dominée par les pays anglophones (Nigeria et Ghana) et hispanisants (Cap-Vert et Sierra Leone)

Entre 2000 et 2009, deux pays connaissent une croissance moyenne annuelle supérieure à 7%/, le plus petit et le plus grand, le Cap-Vert et le Nigeria, avec respectivement des taux de croissance de 7,1% et de 7,6 %, suivis de ceux de la Sierra Leone, à 6,7%, du Mali et du Ghana, à 5,3%, et du Burkina Faso, à 5,2%. Tous les autres pays connaissent une croissance inférieure à 4,6 %. Par ordre décroissant, le Libéria (4,5%), le Bénin (4,2%), le Niger (4%), le Sénégal (3,9%), la Gambie (3,5%), la Guinée (3,1%), la Guinée-Bissau (2,6%), du Togo (1,7 %) et la Côte d'Ivoire (0,8%).

Considérée comme le leader des pays francophones de la CEDEAO, la Côte d'Ivoire connaît une période « horribilis », conséquence d'une guerre civile larvée conduisant le pays à une croissance négative en 2000, 2002 et 2003, et à une croissance quasiment nulle en 2001, ne dépassant jamais 3,2 %. Le retour à la paix civile va totalement, et heureusement, inverser cette tendance au cours de la période suivante. Si le Mali et le Burkina Faso sont les seuls pays francophones à connaître une croissance supérieure à 5%, compte tenu de leur niveau de développement, cela est, bien sûr, encourageant encore insuffisant pour simplement réduire une pauvreté quasi endémique, souvent observée sur leurs territoires respectifs. Ce constat vaut, aussi, pour le Bénin, la Guinée-Bissau et le Togo.

c. Une période 2010-2019, marquée par le retour en force de la Côte d'Ivoire, la confirmation de la bonne santé de l'économie ghanéenne et les difficultés de l'économie du géant nigérien

Comme le montre l'analyse du tableau 9, toutes les économies des pays francophones, à l'exception de celle du Mali, ont un taux de croissance moyen qui progresse par rapport à celui de la période précédente. Par ordre d'importance : la Côte d'Ivoire (+5,4%), la Guinée-Bissau et le Togo, tous deux (+4,1%), le Niger (+2,1%), le Sénégal (+1,1%), le Burkina Faso (+07%) et le Bénin (+05%). Le Ghana, dont le taux de croissance moyen est le plus élevé de la période (6,7%), confirme l'importance de son économie au sein de la CEDEAO, étant le seul pays anglophone avec la Guinée à voir leur taux de croissance moyen, par rapport à celui de la période précédente, respectivement de progresser de +1,4% et de +2,9%.

A l'inverse, les autres pays anglophones connaissent une diminution de leur taux de croissance : Faible avec la Gambie (-07%) et le Libéria (-1,4%), mais particulièrement significative avec le Nigeria (-4%). Si on connaît les raisons principales de ce ralentissement de l'économie nigérienne, (chute brutale et durable des cours pétroliers et diversification industrielle, non pas insuffisante mais à faire), pour autant cette chute brutale révèle la fragilité de cette économie. Quand on se rappelle qu'environ 70% du PIB CEDEAO est nigérien, cela valorise la performance CEDEAO de cette période, qui se serait retrouvée au-delà des 7% si la croissance moyenne du Nigeria avait été seulement divisée par rapport à celle de la période précédente. Et avec un taux de croissance identique, elle eut frôlé les 9%.

Quant aux économies hispanisantes de la Sierra Leone et du Cap-Vert, en régressant respectivement de -2,4% et de -4,4% par rapport à la période 2000-2009, elles révèlent une fragilité déjà observée avec des taux annuels très fluctuants sur les deux périodes.

L'analyse des tableaux 8 et 9 confirme bien qu'il y a au sein de la CEDEAO un poids lourd incontestable, poids lourd numéro 1 de l'Afrique et, bien sûr, de la CEDEAO, le Nigeria. Sur le plan économique, il y a le Nigeria et les autres. Pas sûr que cela facilite la mise en place de politiques économiques communes, comme l'a révélé le passage à l'Eco, dont le principe a été acté par les quinze, mais pour l'instant en démarrage difficile étant seulement reconnu par les huit pays francophones. Mais, outre ce premier cercle nigérien se constitue un autre cercle réunissant la Côte d'Ivoire et le Ghana, qui partagent des frontières communes et se partagent le marché mondial du cacao. Le rapprochement entre ces deux Etats ne peut qu'entraîner une synergie de développement bénéfique à l'ensemble.

III. 2021-2030 : décennie d'espoir

Nos statistiques s'arrêtent à 2019, l'année 2020 étant celle des incertitudes statistiques, évoluant au rythme de la propagation ou de la non propagation de la Covid-19. Pour autant, les raisons d'espérer de la décennie post-Covid pour la CEDEAO sont bien réelles, suite à la croissance moyenne observée entre 2016 et 2019 (A), suite aussi aux politiques engagées pour assurer la sécurité alimentaire de ces pays et combler une partie du retard dans le domaine énergétique (B). Suite, enfin, à l'Alliance-Sahel, lancée en juillet 2017, à l'initiative de la France, de l'Allemagne et de l'Union européenne (C).

A. Une croissance moyenne de 4,9% au sein de la CEDEAO, sur la période 2016-2019, malgré une économie nigérienne en grande difficulté avec un taux de croissance sur cette même période de 0,8%

Dix pays, avec un taux de croissance de 5% et plus, témoignent de leur résilience ayant un taux de croissance moyen sur les quatre années supérieur à celui de la moyenne par pays de la période 2010-2019. Par rang d'importance ce sont : la Guinée (8,22%), la Côte d'Ivoire (6,85%), le Sénégal (6,3%), le Burkina Faso (6,10%), le Ghana (6,02%), le Niger (5,9%), le Bénin (5,65%), le Mali (5,2%), la Guinée-Bissau et le Togo, tous deux à (5%). Parmi ces dix pays, huit se situent au-delà du cent quatre-vingt-quinze rang mondial, sur 228 pays en PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat, justifiant l'espoir que l'on peut avoir pour la suite. Et ce d'autant plus que pour ces dix pays, l'évolution de leur taux d'inflation et de leur endettement, regroupés dans le tableau 10 ci-dessous, confirme souvent cette embellie. Sur la période 2017-2020.

Tableau 10. Taux d'inflation et taux d'endettement en 2017, 2018 et 2019 du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo.

Pays	Taux d'inflation en %				Taux d'endettement/% PIB			
	2017	2018	2019	Moyenne	2017	2018	2019	Moyenne
Bénin	0,1	1,0	1,7	0,9%	54,3	56,1	54,1%	54,8%
Burkina Faso	0,4	2,0	1,1	1,16%	38,4	42,9	42,5	41,1%
Côte d'Ivoire	0,6	0,4	0,8	0,6%	49,8	53,2	52,0	51,9%
Ghana	12,4	9,8	8,7	10,3%	55,6	75,8	76,8	69,7%
Guinée	8,9	9,8	9,6	9,43%	39,7	38,0	34,5	37,4%
Guinée-Bissau	1,0	0,4	0,2	0,5%	37,5	36,7	37,6	36,9%
Mali	1,8	1,7	0,3	1,2%	36,0	37,3	37,6	33,7%
Niger	2,4	2,7	-1,4	1,2%	54,4	53,8	55,8	54,6%
Sénégal	13	0,5	1,1	0,9%	60,6	63,3	64,1	62,6%
Togo	-0,2	0,9	1,4	0,7%	76,0	76,2	72,6	74,9%

Source : COFACE

Mis à part le Ghana et la Guinée, taux d'inflation moyen compris entre 9,43% et 10,3%, les huit autres pays ont des taux d'inflation très faibles, compris entre 0,5% et 1,26 % en moyenne 2017/2019. Ces résultats confirment l'intérêt d'une monnaie commune rattachée, avec une parité fixe, à une monnaie forte. Hier c'était le Franc CFA, monnaie commune de ces huit pays francophones en parité fixe avec l'Euro. Désormais, à l'initiative du Président Ouattara, depuis décembre 2020 c'est l'Eco qui a vocation à devenir la monnaie commune des pays de la CEDEAO, toujours en parité fixe avec l'Euro. On en est encore loin cependant. Les 7 autres pays l'ayant rejeté, à ce jour, ne souhaitant pas encore rejoindre l'Eco ou ne respectant pas les critères d'une monnaie commune, en particulier un taux d'inflation inférieur à 10%.

Dans ces dix pays, où une partie souvent importante des populations vit au seuil de pauvreté ou en dessous du seuil de pauvreté, un taux d'inflation faible est une bonne chose pour des pays globalement peu endettés, connaissant les conséquences sociales désastreuses de l'inflation pour les plus démunis.

L'analyse de leur taux d'endettement montre qu'aucun de ces pays ne dépasse 75%, le Togo ayant le taux le plus élevé, avec 74,9%, suivi du Ghana (69,7%), du Niger (62,6%), du Bénin (54,4%) et de la Côte d'Ivoire (51,9%). Les quatre autres pays ayant un taux d'endettement plus modeste encore, compris entre 33,7% (Guinée) 36,9% (Guinée-Bissau) 36,9% (Mali), 41,1 (Burkina Faso) et 41,6% (Guinée). Comme toujours en matière d'endettement, il convient de prendre en compte non seulement le taux mais aussi ce à quoi il a servi. Aussi, la progression du taux d'endettement de la Côte d'Ivoire et du Ghana sont à mettre en parallèle avec l'évolution de leur taux de croissance, expliquant et justifiant cette progression. A l'inverse, le taux d'endettement du Togo, constant mais toujours supérieur à 70%, tout en restant eco/compatible, est à surveiller.

En ce qui concerne le Nigeria, en panne de croissance, et qui ne figure pas pour cette raison dans ce tableau. L'analyse de l'évolution de leur taux d'inflation et de leur endettement est intéressante à souligner :

L'inflation diminue et le taux d'endettement est l'un des plus bas. Ainsi, sur la période 2017-2019, le taux d'inflation baisse, passant de 16,5%, en 2017, à 12,1%, en 2018, et à 11,4%, en 2019. De même, le taux d'endettement passe de 22,4%, en 2017, à 18,8%, en 2019, connaissant un plancher record en 2018 à 17,8 %. Tout ne va donc pas, heureusement, si mal au Nigeria, confirmant cependant sa trop grande dépendance aux revenus pétroliers, une sous-exploitation de leur potentiel agricole et minier.

Les dernières estimations de la BCEAO (Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest) concernant le taux de croissance, attendu en 2020 et projeté en 2021, viennent conforter ce regain d'optimisme. En 2020, cinq des huit Etats francophones devraient connaître une croissance positive : le Bénin (+23%), le Burkina Faso (+1%), la Côte d'Ivoire (+18%), le Niger (+12%) et le Togo (+13%). Les trois autres Etats francophones ayant une croissance négative : modeste au Sénégal (-0,7%) et au Mali (-1,2%), plus significative en Guinée-Bissau (-2,3%). Concernant les pays anglophones, si la Guinée devrait progresser de 14% et le Ghana de 0,9%, en 2021, tel n'est pas le cas du Nigeria à - 4%. Par contre, ces trois pays devraient connaître une croissance positive en 2021, + 58 en Guinée, +42 au Ghana, +1,1% au Nigeria.

B. Une valorisation d'un potentiel agricole sous-exploité et un meilleur accès à l'énergie devraient être parmi les faits marquants de cette dernière décennie 2021-2030

1. Le recentrage du groupe OCP en Afrique, une opportunité que la CEDEAO a susaisir

Simple rappel montrant l'urgence de la situation. En 2050, la population de la Communauté CEDEAO aura doublé. En 2020, la croissance de la population est plus importante que celle de son PIB au Nigeria, et ce depuis 2017. Ce qui risque, si cela perdurait, de remettre en cause la sécurité alimentaire de ce pays de 200 millions d'habitants aujourd'hui, de 398 millions en 2050. Ne rien faire c'était la certitude d'une sécurité alimentaire non assumée en 2050.

En recentrant son activité en Afrique, le Groupe OCP s'est appuyé bien sûr sur cette évolution démographique mais aussi sur une autre réalité, celle de terres arables africaines par habitant de moins en moins nombreuses, avec un taux d'application de nutriment fertilisant les plus faibles de la planète :12kg hectare par exemple en Afrique subsaharienne, à comparer aux 393 kg par exemple observé en Asie de l'est.

La fertilisation des terres, le recours aux engrais dans le cadre d'une agriculture raisonnée apparaît désormais un élément majeur du développement africain. Créée en janvier 2016, la filiale OCP Africa en devient le bras armé, destiné à relever un nouveau défi, celui d'une agriculture africaine performante et durable, reposant sur des engrais adaptés aux sols des territoires, à leur culture, proposés à des prix tenant compte des moyens des pays utilisateurs.

En 2017, quinze filiales OCP Africa sont présentes en Afrique, parmi lesquelles huit en CEDEAO : Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal. Toutes ces filiales vont pouvoir s'appuyer sur une unité de production d'engrais dédiée au continent africain, inaugurée dès 2016.

Outre ces filiales, le Groupe OCP a mis en place un premier ancrage sur le marché ouest africain, à partir du port d'Abidjan, suivi d'un accord passé avec l'Etat guinéen, garantissant à ce dernier l'approvisionnement de la totalité de ses besoins d'engrais phosphatés. Très rapidement, la consommation d'engrais devrait être multipliée par 5. Enfin, une usine de fertilisant sera construite au Nigeria, suite à l'accord entériné en 2017, entre le Nigeria et le Maroc. Accord qui prévoit d'utiliser le gaz nigérien et les phosphates marocains.

2. Un gazoduc de 5000 kms reliant le Nigeria au Maroc dont les travaux devraient commencer au cours de la décennie 2021-2030

Projet pharaonique, celui d'un gazoduc de 5000 kilomètres de long, dans la continuité de celui du West African Gas Pipeline, reliant depuis 2010 le Nigeria au Ghana, passant par le Bénin et le Togo. Ce projet va mobiliser une enveloppe budgétaire de 25 milliards de dollars, valeur 2020. Les deux fonds souverains du Maroc/Ithmar Capital /et du Nigeria/Nigerian Sovereign Investment Authority/ ainsi que des fonds Moyen-orientaux ne seront pas de trop pour assurer l'essentiel du financement de cette enveloppe.

A terme, cela concernera quelque 300-350 millions d'habitants, leur permettant d'améliorer leur accès à l'électrification, très à la traîne depuis toujours en CEDEAO. Et ce en leur proposant un marché de l'électricité compétitif. Enfin, ce projet répond également à un besoin croissant de diversification, en Europe, des sources d'énergies gazières, mettant fin au monopole algérien de l'exportation de gaz qui caractérise la situation actuelle. Avec ce projet, ce sont onze des quinze pays de la CEDEAO le long de la côte ouest africaine qui sont concernés par ce gazoduc traversant les pays suivants :

Nigeria, Bénin, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire, Libéria, Sierra Leone, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Gambie, Sénégal, Mauritanie, Maroc.

Ce gazoduc « maroco-nigérien » permettra donc aussi d'alimenter en gaz l'Europe via Gibraltar. Dernière précision, si le Nigeria dispose des plus grandes réserves de gaz du continent, le Ghana, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie et le Sénégal ont déjà commencé l'exploitation de leurs ressources gazières ou s'apprêtent à le faire.

Le 2 février 2020, le roi Mohammed VI et le président Buhari ont réitéré leur engagement vis-à-vis de ce projet, confirmant les résultats d'une étude de faisabilité de 2019 d'un projet qui pourrait s'étaler sur 25 ans, et dont la première tranche de travaux commencerait durant la décennie 2021-2030.

Que cela soit dans le domaine agricole ou dans celui de l'électricité, on notera que les initiatives engagées pour améliorer la situation de la CEDEAO, particulièrement déficitaire dans ces deux domaines, sont venues du Maroc et du Nigeria.

Du Maroc, via le Groupe OCP, ou via la diplomatie économique engagée avec les visites royales de Mohammed VI sur le continent africain, pas moins de 26 Etats africains visités entre 2000 et 2018.

Du Nigeria leader naturel de la CEDEAO avec les grands projets rappelés, initiés dès les années 2015-2016.

Enfin, on ne manquera pas de souligner que les accords de collaboration entre le groupe OCP et la Guinée dès 2014 ne sont sans doute pas étrangers au retour d'une croissance soutenue dans les années qui vont suivre. Même constat avec la Côte d'Ivoire. Cela ne peut que continuer et se généraliser sur le plan agricole au cours de la décennie 2021-2030. Décennie qui devrait également être celle d'une ère nouvelle de l'électrification de la CEDEAO, avec la première phase de la construction du Gazoduc « Maroco-Nigérien ».

C. Un premier bilan positif pour le développement des pays du Sahel dans le cadre de l'« Alliance Sahel »

« Alliance Sahel » est née en 2017, pour essayer d'apporter des réponses aux nombreux défis auxquels sont confrontés les populations des pays suivants ; Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad. Ces défis concernent trois pays de la CEDEAO (Burkina Faso, Mali et Niger), et sont d'ordre sécuritaire et économique, sans que l'on sache très bien si c'est la pauvreté qui a engendré l'insécurité ou l'insécurité qui a engendré une dégradation de la situation économique. Seule certitude, on ne peut les dissocier.

« Alliance Sahel » est une initiative de la France, de l'Allemagne et de l'Union européenne. Désormais, elle compte 13 membres de plein exercice. Outre les trois fondateurs, la Banque mondiale, la Banque africaine de Développement, le PNUD, la Banque européenne d'Investissement, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni, le Luxembourg, les Pays Bas, le Danemark et la Norvège.

Mission sécuritaire, donc, mais pas seulement avec des objectifs qui concernent l'amélioration des infrastructures, l'accès aux services de base que sont la santé, l'éducation, l'accès à l'eau potable, l'agriculture durable etc...un véritable programme de pré-développement dans une région où la moitié de la population vit avec moins de 1 dollar par jour, avec un indice de développement humain parmi les plus bas de la planète.

A la fin 2019, les engagements financiers concernant ces différents projets totalisaient 20 milliards de dollars, mixant les dons et les prêts. Les plus contributeurs étant l'AFD (Association française de Développement), la Banque mondiale, l'Union européenne et la Banque africaine de Développement (BAD) permettant de labéliser pas moins de 873 projets. Parmi ces projets revenons sur ceux qui concernent plus directement le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

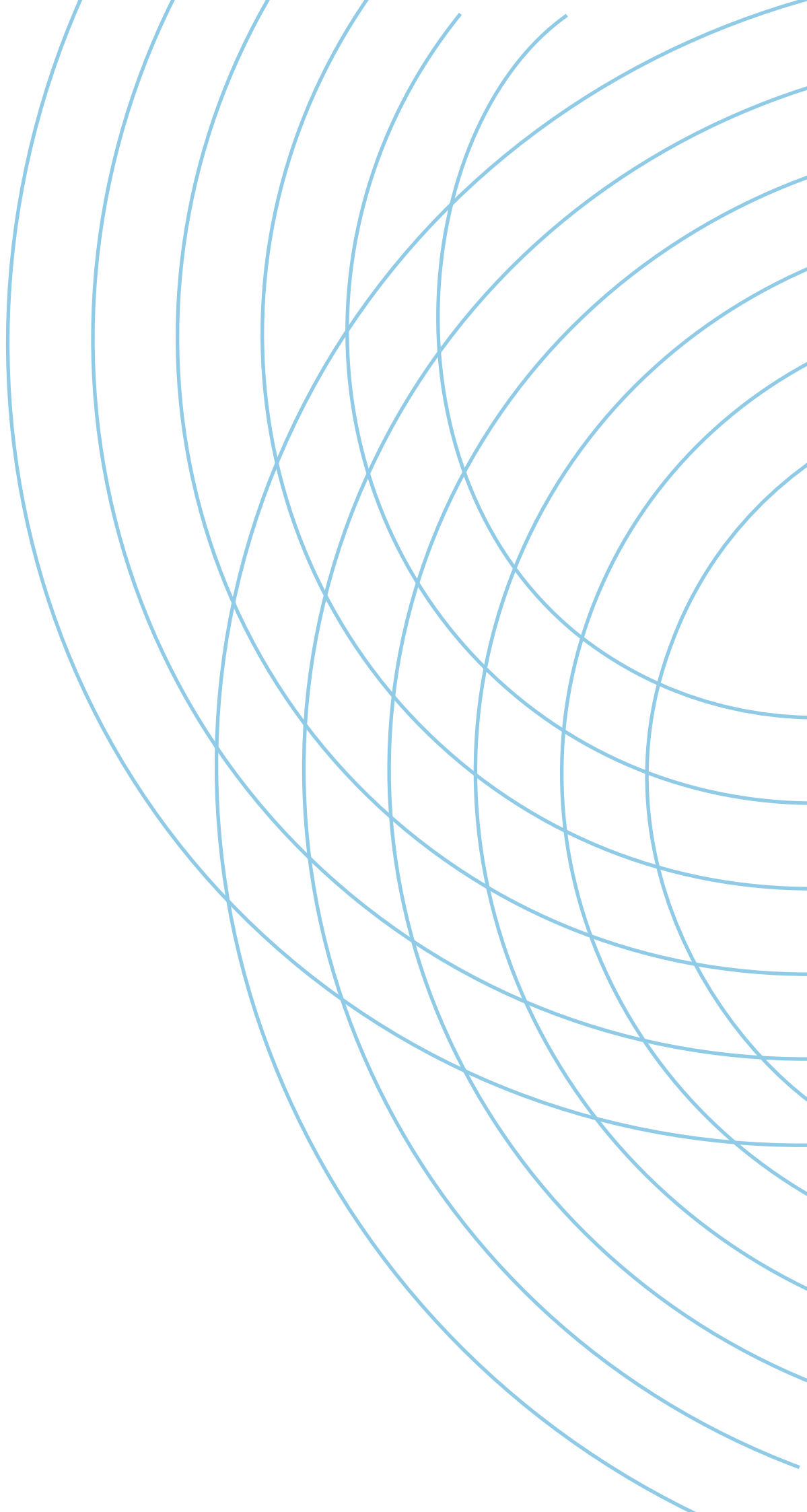
- Au Burkina Faso, pays particulièrement victime de la malnutrition, l'effort a porté sur le développement inclusif du secteur agricole et sur développement des technologies de l'information et de la communication, permettant un taux de couverture de 78% de l'administration burkinabè. Un projet d'appui à la sécurité alimentaire, à l'est du Burkina Faso, va ainsi permettre d'améliorer les conditions de vie des populations rurales de la Région Est, en améliorant la productivité des structures agropastorales et en renforçant la sécurité alimentaire.
- Au Mali, on va diversifier la production agricole grâce au programme AgriFed, et faciliter, avec le programme ONUFEMMES, l'autonomisation de 25000 femmes, mettant à leur disposition, par exemple, une application « mobile et web » leur permettant d'accéder plus facilement à l'information, à la formation, aux opportunités de financement, aux marchés nationaux etc... Mais, ces projets peuvent aussi concerner le regroupement d'investissements importants dans les régions où se situent la richesse et les créations d'emplois, le long du fleuve Niger, où affluent les populations déplacées victimes des conflits. Ils peuvent également se traduire par le financement d'une station d'épuration à Kabalo, à côté de Bamako, permettant de fournir de l'eau à un million d'habitants.
- Au Niger, un projet particulièrement intéressant va permettre d'abaisser le taux de mortalité infantile et maternelle, améliorant la planification familiale au profit de l'émancipation féminine et de la réduction de la pauvreté. Un autre projet concerne le soutien à la formation et à l'insertion professionnelle des jeunes (garçons et filles) des régions d'Agadez et de Zinder. Enfin, là où moins d'une personne sur deux a accès à l'eau potable, en milieu rural, on va marier la composante assainissement et la composante hydraulique permettant à ce projet, une fois devenu réalité, de permettre un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement à quelques 120 000 bénéficiaires situés dans les régions de Tillabéry et de Tahoua.

Comme on peut le constater, via Alliance Sahel ce sont des actions qui améliorent la vie du quotidien des populations qui ont été privilégiées. Mis à part le grand barrage de Kandadji, en amont de Niamey et à 60 kilomètres de la frontière malienne, ce ne sont pas de méga projets. Un premier bilan portant sur les trois premières années de l'Alliance montre la diversité des projets

mais aussi la prise de conscience, de 13 acteurs importants, de la nécessité d'agir, d'abord dans la discrétion, sous couvert de combattre l'insécurité qui règne sur ces territoires. Désormais, à visage découvert, l'Alliance Sahel rappelle qu'il n'y a pas de développement sans sécurité, mais surtout peut-être que l'arme la plus efficace pour combattre l'insécurité est de nature économique, ce qu'on appelle « Développement ».

Conclusion générale

La CEDEAO, au cours de la décennie 2000-2019, dans un contexte difficile, a globalement su intégrer les atouts de chacun des quinze pays la constituant, tenant compte de différences, parfois très importantes, et de la spécificité de chacun d'entre eux. Au cours de cette période, son développement économique doit beaucoup au Nigeria durant la période 2000-2010 et à un axe ivoirien /ghanéen au cours de la période 2010-2019. Les difficultés du Nigeria, essentiellement dues, à court terme, à la chute brutale et durable des cours pétroliers, ont le mérite d'avoir montré la résilience de cette communauté d'Etats, dégageant, compte tenu des circonstances, un taux de croissance à peine inférieur à 5 %, durant les quatre années qui vont précéder la crise Covid-19. C'est là un résultat particulièrement encourageant. Il ne doit pas cependant nous faire oublier l'urgence d'une révolution démographique dont les premiers effets, à supposer qu'elle commence dans les meilleurs délais, ne se feront sentir que dans 25/30 ans.





Policy Center for the New South

Complexe Suncity, Immeuble C,
Angle Boulevard Addolb et rue Albortokal,
Hay Riad, Rabat - Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 5 37 54 04 04

Fax : +212 5 37 71 31 54

Website : www.policycenter.ma